



La Commune



Incendies, taudis : ça suffit !

taudis : ça suffit ! | Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

Nous reproduisons ci-dessous le texte du tract de l'assemblée générale des habitants d'un lotissement insalubre et dangereux d'Alfortville qui a été frappé par un incendie le lendemain de Noël. Bien plus que d'un simple tract, il s'agit d'un témoignage collectif qui en dit plus long que bien des discours sur la difficulté et la précarité des conditions de vie imposées à tant de familles alfortvillaises et sur les attaques répétées contre le droit au logement à Alfortville menées par le député-maire, René Rouquet, et la municipalité " gauche plurielle ".

Mardi 26 décembre, à 2 heures du matin, un incendie s'est déclaré dans l'imprimerie de notre lotissement (2-2 bis- 4 rue Paul-Vaillant-Couturier - bords de Marne). L'imprimerie est ravagée, des logements ont été endommagés. Nous avons frôlé une catastrophe.

En effet, sans la vigilance de locataires encore éveillés à cette heure tardive cet incendie fulgurant aurait pu avoir des conséquences terribles.

C'est ainsi que, face au danger grave et imminent d'intoxication, nos familles ont été évacuées et dirigées vers la Salle municipale Roger Blairon (94, rue Véron). Mais, peu après, les représentants du maire nous ont demandé de quitter cette salle et de regagner nos logements, ce que nous avons refusé, faute de garanties sérieuses pour la santé et la sécurité de nos enfants. Nombre d'entre eux sont en bas âge et il y a parmi nous des femmes enceintes.

La seule réponse de la mairie à notre détresse a été de nous envoyer la police pour nous chasser de cette salle, en nous faisant miroiter une rencontre dans les jours prochains.

C'est contraints et forcés que nous avons regagné nos logements, vers dix heures, le jour même, après avoir été privés de nourriture (la police, bloquant l'entrée de la salle, a refusé d'acheminer le pain qu'un élu municipal était venu livrer aux familles), c'est-à-dire traités moins bien que des chiens !

Il y avait parmi nous des femmes enceintes, des nourrissons !

De retour chez nous, nous avons été exposés aux émanations de gaz toxique, de monoxyde de carbone. Les braises étaient encore chaudes. Une partie des locataires a dû être évacuée à nouveau par les pompiers alors que la mairie nous assurait que tout était rentré dans l'ordre.

C'est d'autant plus inqualifiable que nos logements sont insalubres et absolument pas protégés contre les risques d'incendie et d'intoxication. En outre, c'est le cinquième incendie dans notre lotissement, le troisième pour la seule année 2006 ! Dans notre lotissement, les court-circuits sont monnaie courante. Il n'y a pas d'eau chaude dans plusieurs logements, nous nous chauffons par des moyens de fortune, nos enfants en bas âge risquent de contracter le saturnisme, ils souffrent d'asthme, de bronchiolite.

Pour vivre dans ces taudis, nous payons des loyers exorbitants de 800 ou 1 000 € par mois.

Nous alertons en vain le maire depuis des mois, par écrit. Mais lorsque nous nous rendons à la mairie pour trouver un interlocuteur valable avec lequel discuter d'une solution humaine à notre situation, nous sommes reçus ... par des forces de police, comme cela a été le cas ce vendredi 29 décembre.

Interrogé sur TF1 à notre sujet, le mercredi 27 décembre, Monsieur Beaurianne, directeur des services de Monsieur Rouquet, répond : " *Le principe, c'est que quand on fait une demande de logement, on attend son tour, sinon on crée un précédent avec un passe-droit, de fait. Ce serait probablement très mal vécu par la population* ". Ce cadre supérieur de la mairie, bien logé et bien nourri, nous accuse donc de demander des passe-droits pour être enfin logés dignement ! Et il prétend grossièrement que la population serait, en quelque sorte, contre notre relogement en HLM ! Or, nous sommes des familles alfortvillaises, nous sommes des familles de salariés, nous attendons un logement depuis 5, 10 ou 12 ans. Nous voulons un vrai toit, un vrai bail, aux normes de sécurité, en HLM.

Est-ce trop demander ?

Nous ne voulons plus risquer nos vies et sacrifier la santé de nos enfants dans ces taudis !

Nous nous sommes rassemblés ce samedi 6 janvier devant la mairie pour être reçus par René Rouquet. Nous n'avons pas été reçus.

Habitantes, habitants d'Alfortville, nous demandons à être reçus rapidement par le député-maire. Pour le droit à un toit décent pour tous.

**Assemblée générale des habitants du 2-2bis-4 rue Paul-Vaillant-Couturier,
soutenue par l'Association pour le Développement et l'Intégration des Maliens à l'Extérieur (Représentant : Sekou Fofana)
et le Comité Chômeurs Salariés d'Alfortville
(conseiller municipal : D. Petri).**

Modifié le vendredi 19 janvier 2007

Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
